

DECLARATION

CAP 2015 et les forces démocratiques invitent le Chef de l'Etat à prendre en compte la situation sociopolitique du pays

Ce jour, 11 mars 2017, l'ANC, la CDPA, les DSA, le PSR, l'UDS-TOGO et leurs militants, réunis au sein de CAP 2015, ainsi que les autres forces démocratiques comprenant des partis politiques, des organisations de la société civile, des organisations de défense des droits de l'homme, la Ligue de défense des droits des Etudiants et les populations togolaises de Lomé et ses environs, se sont massivement mobilisés pour dire non à la mal gouvernance et à la politique de la terreur du régime RPT/UNIR, dont les effets désastreux affectent l'ensemble des populations togolaises dans tous les secteurs d'activités du pays et sur toute l'étendue du territoire national.

CAP 2015 remercie vivement les nombreuses organisations politiques et de la société civile qui ont appelé à soutenir la présente manifestation. Nous saluons la présence à nos côtés des leaders de ces organisations qui ont rejoint spontanément notre manifestation.

C'est dire que les forces démocratiques sont toujours les bienvenues sur les terrains de lutte sociopolitiques où des causes d'intérêt national sont en jeu. L'envergure, l'efficacité et la portée des manifestations publiques spontanées, comme dernièrement encore, celle du 28 février 2017, nous enseignent que la défense d'une cause juste invite à se jeter tout aussi spontanément dans la bataille commune, sans autre motivation que l'intérêt général. Bienvenue donc à tous ceux qui ont fait le déplacement de ce jour.

C'est un peuple mécontent qui vient en ces lieux crier sa colère et son indignation. Une colère légitime. Une colère exacerbée par le spectacle révoltant de notre compatriote, le jeune Alabi, qui vient d'être porté en terre, froidement abattu par un tir des forces armées togolaises, déployées prétendument à des fins de maintien d'ordre. Nous sommes donc tous rassemblés ici aujourd'hui, pour fustiger une fois encore, les dérives du régime RPT/UNIR et dénoncer les travers outrageux et affligeants d'une mal gouvernance patente. Une mal gouvernance qui se traduit, notamment, par :

- la liquidation méthodique des libertés publiques, notamment, la poursuite de la fermeture des journaux, des stations de radios et de télévision, les menaces, les agressions, les intimidations exercées par le pouvoir RPT/UNIR à l'encontre des journalistes et autres professionnels des médias qui sont molestés, embastillés et torturés dans l'exercice de leur fonction ;
- l'usage systématique de la brutalité policière et le recours délibéré aux forces armées togolaises pour réprimer dans le sang, des manifestations publiques pacifiques de populations aux mains nues ;
- le refus obstiné de mettre en œuvre les réformes politiques et électorales prévues par les 22 engagements et l'Accord Politique Global (APG), le refus d'organiser des élections locales, malgré les engagements pris et la poursuite de la mise en place de délégations spéciales illégales et anticonstitutionnelles ;
- les hausses successives injustifiées et abusives des prix des produits pétroliers ;
- l'instrumentalisation de la justice et de toutes les institutions de la République à des fins de conservation indue du pouvoir ;
- la corruption généralisée de l'ensemble des administrations et des sociétés d'Etat ;
- le pillage systématique des ressources publiques par une minorité ;
- le maintien en détention de militants et sympathisants de l'opposition et la garantie de l'impunité aux auteurs de violations graves et avérées des droits humains ainsi qu'aux auteurs de crimes économiques flagrants ;

- une allocation scandaleuse chaque année, des ressources financières de l'Etat, qui privilégie des dépenses somptuaires de la présidence de la République, des sommets dispendieux et ruineux, des ateliers coûteux et improductifs, au détriment des secteurs sociaux de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement ;
- le maintien de tensions sociales généralisées par des confiscations abusives des propriétés foncières des populations et par le refus d'accéder aux revendications légitimes des travailleurs des secteurs sociaux de base.

CAP 2015 et les forces démocratiques ici présentes, condamnent toute répression de toute manifestation publique pacifique et demandent au gouvernement d'identifier l'auteur du tir mortel du 28 février 2017, pour qu'il réponde de son acte devant la justice.

Nous demandons également au gouvernement de faire toute la lumière sur le cas du journaliste Robert AVOTOR du bihebdomadaire *L'Alternative*, afin que les auteurs des sévices à lui infligés, répondent de leurs actes devant la loi.

Nous renouvelons notre compassion à la famille de la victime abattue par les forces armées au cours de la manifestation publique de protestation contre l'augmentation arbitraire des prix des hydrocarbures, le 28 février 2017. Nous réitérons nos souhaits de prompt rétablissement aux blessés et notre entière solidarité avec les manifestants du 28 février 2017 et l'ensemble des populations togolaises.

CAP 2015 et les forces démocratiques ici présentes, expriment leur soutien et leur pleine solidarité à tous les travailleurs togolais, aux étudiants et aux élèves en lutte pour obtenir des conditions décentes de travail et d'études.

Nous réitérons tout particulièrement notre soutien aux enseignants, tout en fustigeant l'attitude du gouvernement qui refuse d'accéder à leurs revendications légitimes et qui pousse les élèves à la rue sur toute l'étendue du territoire national, face à des forces armées faisant usage de grenades lacrymogènes et de balles réelles.

En considération de l'évolution actuelle de la situation sociopolitique dans le pays, CAP 2015 et les forces démocratiques ici présentes :

- 1) demandent instamment au gouvernement de rapporter la récente mesure d'augmentation des prix des produits pétroliers ;
- 2) invitent le Chef de l'Etat et le gouvernement, à mettre fin à la violence policière et au déploiement des forces armées pour le maintien d'ordre dans les manifestations publiques pacifiques, et à accéder au minimum exigé par les enseignants pour permettre la reprise rapide des cours ;
- 3) lancent un appel solennel au Chef de l'Etat, afin qu'il prenne la pleine mesure des aspirations maintes fois exprimées par les populations togolaises, en s'engageant résolument et avec courage, dans la mise en œuvre rapide des réformes politiques prescrites par l'APG et dans l'organisation consensuelle et transparente des processus électoraux.

Fait à Lomé, le 11 mars 2017
Pour CAP 2015 et les Forces
démocratiques présentes,
Le Vice-Président de l'ANC

Signé

Patrick LAWSON-BANKU